

Macron réélu : c'est

Le chef de l'État a obtenu une victoire moins nette qu'en 2017. Le RN obtient le meilleur score de son histoire. La bataille pour les législatives commence.

Si la victoire était l'unique objectif, alors Emmanuel Macron a remporté son pari. Quatrième Président de la V^e République à décrocher un second bail à l'Élysée, il est le premier à être réélu au suffrage universel hors période de cohabitation (1). Selon les dernières estimations Elabe, il a obtenu 58,6 % des voix face à sa concurrente Marine Le Pen (41,4 %).

Le front républicain reste efficace...

Jugé moribond par le Président-candidat au lendemain du premier tour, le front républicain bouge encore : le chef de l'État lui doit, indubitablement, son second mandat. Sur les 17 millions de bulletins à son nom déposés dans les urnes, un grand nombre vient d'électeurs décidés à faire barrage au Rassemblement national. Mais force est de constater que cette mobilisation contre l'extrême droite est de plus en plus fragile.

...mais n'empêche pas le RN d'obtenir un score historique

En récoltant près de douze millions de voix, Marine Le Pen offre à l'extrême droite son meilleur score dans l'Hexagone depuis la Seconde Guerre mondiale. La candidate frontiste a réussi, en partie, à « dédramatiser » le parti fondé par son père.

Au lendemain du 10 avril, elle n'était qu'à quelques points du Président sortant. L'écart s'est creusé au fil des jours, parce que de nombreuses personnalités ont appelé à la faire battre, mais aussi parce qu'elle a pris assez peu de risques. Soucieuse d'éviter tout faux pas, elle est apparue en retrait et a parfois péché par manque de clarté. Ses positions sur l'interdiction

du voile islamique, notamment, ont fluctué au gré des séquences et de ses interlocuteurs. Cependant, elle n'envisage plus de quitter la vie politique, ni la direction de son parti. Elle garde sans doute en mémoire l'exemple de François Mitterrand et de Jacques Chirac, élus tous deux à la troisième tentative. En 2027, elle n'aura que 58 ans : tout est encore possible.

Un Président bien élu mais fragilisé

Si l'on s'en tient aux chiffres, Emmanuel Macron a réussi un double exploit. Réélu après avoir conservé ses prérogatives pendant la totalité de son mandat, il obtient l'un des meilleurs scores des prétendants à l'Élysée depuis 1965 : il fait mieux que De Gaulle et Mitterrand, seulement « battu » par Chirac en 2002 et... lui-même en 2017.

Au demeurant, il apparaît comme l'un des chefs d'État les plus clivants de ces cinquante dernières années. Celui qui a jeté à la rue des milliers de « gilets jaunes », qui a focalisé la haine des antivax, suscite un rejet massif auprès d'une partie de la population. C'est ce qui explique, en partie, le très bon score obtenu par sa concurrente.

Un scrutin influencé par la guerre

Une fois n'est pas coutume, la politique internationale s'est invitée dans la campagne française. Les positions pro-Poutine de la candidate frontiste, ses liens avec son « banquier » russe, lui ont probablement coûté quelques points.

Marine Le Pen avait pourtant réussi à passer entre les gouttes jusqu'au 10 avril. En proposant immédiatement d'accueillir les réfugiés ukrainiens, elle avait

même peaufiné son image pour la rendre plus humaine.

Dans les starting-blocks pour le « troisième tour »

Tous les candidats y ont fait allusion. À commencer par Marine Le Pen, qui s'est posée d'emblée en leader de l'opposition. Mais aussi Éric Zemmour, convaincu que « le bloc national doit s'unir et se rassembler pour les législatives. » Et évidemment Jean-Luc Mélenchon, qui encourage ses partisans : « Ne vous résignez pas ! La démocratie peut nous donner les moyens de changer de cap. Le troisième tour commence ce soir. Les 12 et 19 juin, un autre monde est possible. »

Cette bataille-là paraît plus délicate pour Emmanuel Macron, qui ne bénéficie plus de l'effet de nouveauté de 2017 et pourrait avoir du mal à retrouver une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le choix stratégique du Premier ministre

Jean Castex doit présenter la démission de son gouvernement dans les prochains jours. Qui le remplacera ? Ce choix est essentiel pour la campagne à venir. Cet oiseau rare devra à la fois rassurer les Français qui ont voté pour Le Pen, et donner le ton du second quinquennat. Christine Lagarde, un temps pressentie, ne paraît plus tenir la corde. Pour couper l'herbe sous le pied de Jean-Luc Mélenchon, le chef de l'État choisira-t-il une personnalité issue de la gauche ? Ce voile-là ne devrait plus tarder à être levé.

LIONEL PAOLI
lpaoli@nicematin.fr

1. Charles de Gaulle, en 1958, avait été élu par un collège de 82 000 grands électeurs. Il n'a été élu qu'une seule fois au suffrage universel, en 1965.



2022 PRÉSIDENTIELLE LES RÉSULTATS NATIONAUX

	
58,6 %	41,4 %
Emmanuel Macron	Marine Le Pen

(Estimation Elabe, à minuit)

L'ÉDITO

de DENIS CARREAUX

Directeur des rédactions du groupe Nice-Matin
edito@nicematin.fr

Les jours d'après

On estime en général que les présidents de la République disposent de cent jours pour donner l'impulsion de leur mandat et convaincre. Emmanuel Macron n'aura pas autant de temps. Dès le début d'une saison 2

à l'Élysée dépourvue d'état de grâce, le chef de l'État devra sans attendre démontrer sa volonté, mais surtout sa capacité à réconcilier le pays. Si sa victoire n'a rien d'étriqué, elle est beaucoup moins large

qu'il y a cinq ans. Surtout, ce second tour a hissé l'extrême droite à un niveau inédit. Cette France qu'Emmanuel Macron a lui-même qualifiée durant la campagne d'« inquiète et fatiguée » n'a jamais été aussi divisée, fracturée, démoralisée par les inégalités. « Je ne suis plus le candidat d'un camp, mais le Président de toutes et tous », a assuré le gagnant hier soir. Ses actes devront sans délai suivre les paroles d'un soir de victoire. Emmanuel Macron l'admet : une

bonne partie des Français qui l'ont élu lui ont donné leur voix pour faire barrage à l'extrême droite et non par adhésion à sa personne ou son programme. Ils n'accepteront pas qu'il ne change pas de trajectoire et ne change pas tout court. Les électeurs qui ont voté pour Marine Le Pen ou qui ont boudé les urnes

ne supportent pas l'idée de voir ce jeune Président clivant rempiler cinq ans de plus. Ceux-là sont prêts à répondre aux appels de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou Éric Zemmour, qui rêvent de renverser la table en transformant les législatives des 12 et 19 juin en troisième tour de l'élection présidentielle. Durant

les 48 jours qui nous séparent du prochain scrutin, Emmanuel Macron devra faire face à deux enjeux majeurs : construire une majorité cohérente et composer un gouvernement aux nuances suffisamment larges. Rassembler sans se renier, voilà bien le défi de ce Président hors-norme, le premier à être réélu au suffrage universel direct sans être passé par la case cohabitation. À 44 ans, le plus dur commence pour lui. Dès aujourd'hui.

« Rassembler sans se renier, voilà bien le défi de ce Président hors-norme. »

reparti pour un tour !

Macron : « Notre pays est pétri de tant de doutes et de divisions »

Un discours bref, empreint de gravité. Peu avant 22 heures, Emmanuel Macron s'est exprimé sur le Champ-de-Mars. « Après cinq ans d'heures heureuses et de crises exceptionnelles, une majorité a fait le choix de me faire confiance, commence-t-il. Je sais que nombre de nos compatriotes ont voté pour moi, non parce qu'ils partagent nos idées, mais pour faire barrage à celles de l'extrême droite. Ce vote m'oblige pour les années à venir. Je pense aussi au silence de ceux qui ont refusé de choisir et auxquels nous devons de répondre. »

« La colère doit trouver une réponse »

« Dès à présent, poursuit-il, je ne suis plus le candidat d'un camp, mais le Président de toutes et tous. Pour nombre de nos compatriotes qui ont voté pour le RN, la colère doit trouver une réponse : ce sera ma responsabilité. Nous devons considérer toutes les difficultés



« Les années à venir ne seront pas tranquilles », assure le chef de l'État.
(Photo AFP)

des vies vécues. » Engagé pour un projet « européen, social, écologique », il affirme « vouloir le porter avec force [...] en étant dépositaire des différences, en veillant [...] au respect de chacun. »

« Il nous faudra être exigeant et ambitieux, insiste-t-il. Il y a tant à faire. La guerre en Ukraine nous rappelle que nous vivons des temps tragiques. Il nous faudra être bienveillant et respectueux ; notre pays est pétri de tant de doutes, de tant de divisions ! Mais nul ne sera laissé sur le chemin. »

Et de conclure : « Les années à venir, à coup sûr, ne seront pas tranquilles. Mais elles seront historiques. Nous aurons à les écrire ensemble. Cette ère nouvelle ne sera pas la continuité du quinquennat qui s'achève. Chacun d'entre nous aura à s'y engager, car chacun compte plus que lui-même : c'est ce qui fait cette force singulière de ce peuple français que je suis fier de servir à nouveau ! »

L. P.

lpaoli@nicematin.fr

Le Pen : « La partie n'est pas jouée, je continuerai mon engagement »

Comme un air de triomphe au cœur de la défaite. Marine Le Pen a pris la parole, hier soir, vingt minutes seulement après la proclamation des résultats. « Un grand vent de liberté aurait pu se lever sur le pays, lance-t-elle devant ses militants. Malgré deux semaines de méthodes déloyales et violentes, nos idées arrivent à des sommets. Ce résultat est une éclatante victoire. » Pointant la « grande défiance du peuple » à l'égard d'Emmanuel Macron, la candidate frontiste assure que « les Français veulent une opposition forte, un contre-pouvoir qui continue à les défendre. » Elle l'annonce : « Je continue-

rai mon engagement. Une grande re-composition se fait jour. La partie n'est pas jouée avec les législatives. »

« Nous serons ceux qui ne transigeront pas avec vos intérêts, martèle-t-elle. Je lance ce soir la grande bataille électorale pour les législatives que je mènerai avec [le président par intérim du Rassemblement national] Jordan Bardella. Le RN œuvrera à rassembler tous ceux qui veulent s'unir contre Macron. Il n'y a pas de fatalité. Le score historique de ce soir place notre camp dans les meilleures dispositions pour obtenir le plus grand nombre d'élus. »



« Je lance ce soir la grande bataille pour les législatives », affirme Marine Le Pen.
(Photo AFP)

Une abstention plus forte qu'au premier tour

Estimée hier soir à 28 %, l'abstention serait en hausse de 1,7 % point par rapport au premier tour. Dans l'histoire de la V^e République, c'est seulement la troisième fois, après 1969 et 2017, que la proportion d'abstentionnistes augmente entre les deux tours. C'est aussi le chiffre le plus important depuis 53 ans (31,1 %). Le scrutin de 1974 conserve le record de la plus forte participation : 87,3 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes.



DELIGNE

Un second sacre au

Au Champ-de-Mars, au pied de la Tour Eiffel illuminée, Emmanuel Macron est venu célébrer sa victoire devant des milliers de militants qui ont savouré le moment, mais qui attendent beaucoup pour les 5 ans à venir.

One more time, we're gonna celebrate... Le tube des Daft Punk, le duo casqué français, s'élève dans le ciel de Paris, au pied de la Tour Eiffel illuminée. Et le Champ-de-Mars, dans le VII^e arrondissement de Paris, est en feu. Même certains ministres et élus se dandinent dans le carré VIP autour de l'estrade où Emmanuel Macron prendra la parole un peu plus tard. L'écran géant a affiché, il y a tout juste quelques minutes, ce que les plus de 3 500 militants présents attendaient : la confirmation d'un deuxième sacre pour le président de la République. Et la chute de Marine Le Pen.

« La France qui dit non à Le Pen »

« Une deuxième claque », sourit Baptiste, en filmant la scène. « Et un, et deux et cinq ans de plus », n'avaient cessé de hurler les invités, en agitant frénétiquement des drapeaux français et européen, en attendant le résultat de ce second tour d'une présidentielle que beaucoup ont décrit comme « vraiment particulière ». « Qu'est-ce que j'aime cette France qui ne laisse pas l'extrême droite prendre le pouvoir. Qui dit non à la fille de Jean-Marie », hurle David, drapeau européen en guise de cape. « Super-militant » frétille : « Avec Le Pen, la Covid, ça aurait été des milliers de morts supplémentaires. Ça aurait été le soutien à Poutine dans cette terrible guerre contre l'Ukraine. La fin de l'Europe. » Autour de lui, ça danse, ça chante. Il fait soudain beaucoup, beaucoup plus chaud. La fête commence, entre chien et loup. Pas de Magic System, comme en 2017, mais Vanetty, un DJ inconnu de beaucoup – choisi, dit-on, par Emmanuel Macron – qui joue de ses platines dans une am-

biance survoltée. Les notes n'empêchent pas les analyses politiques... « Le front républicain est mort, ou presque. Sinon Macron aurait fait plus de 70 %. Ses 58 %, c'est un vote d'adhésion. Donc, en ça, il a fait bien mieux qu'en 2017 », matraque Sonia en se trémoussant, bras levés. « Peu importe le score, pourvu qu'on ait l'ivresse », rigole Maxence, qui se reprend : « Macron avait dit qu'il voulait mettre à terre l'extrême droite en France. C'est raté. Mais il a cinq nouvelles années pour y arriver. Il nous le doit. »

Sur les plateaux télé installés un peu partout autour du « dance floor » électoral, les ministres se succèdent aux micros. Éric Dupond-Moretti, le garde des Sceaux, presque les larmes aux yeux, souffle : « L'extrême droite n'est pas passée. » Jean-Yves Le Drian, juste à côté, est un ministre des Affaires étrangères aux anges : « Les Français n'ont pas voulu d'une France qui se rétrécit. » Autour du cercle des invités très privés, la foule des militants grossit.

« La droite, c'est nous ! »

« La droite, le centre, c'est nous maintenant. La droite classique, le post-Gaullisme, c'est Macron. N'en déplaise aux Républicains qui se sont dilués dans des idées si proches de celles de Zemmour et de Le Pen », bombarde Émilie. Son amie la coupe : « Les Républicains qui n'ont pas appelé à faire barrage à Marine Le Pen ont perdu leur âme. » « Ils ont tout perdu, tout court », s'esclaffe Raphaël, chemise ouverte, et ambiancé comme personne, pancarte dans une main, drapeau dans l'autre.

À 21 h 30, le classique succède à l'électro. L'Ode à la joie de Beethoven escamote David Guetta. Et l'Europe s'invite par la grande porte.

Une fois de plus. Et c'est bien sûr tout, sauf un hasard. Le vainqueur arrive au Champ-de-Mars. Pas lents. Yeux mi-clos. Main dans la main de son épouse. Autour du couple présidentiel, des enfants, impressionnés. Ce sont ceux des membres de l'équipe de campagne, ceux de bénévoles, invités à partager ce bout de la grande histoire de leur pays. La lente arrivée, millimétrée et scénique, paraît interminable.

« Je ne lui ai pas signé un chèque en blanc »

À la tribune, Macron sera bref. Les militants en voulaient, plus. Encore. Macron dit merci. Beaucoup. Et promet mieux, entre les lignes. Puis refuse que l'on siffle Marine Le Pen. Car il sera, jure-t-il, le président de tous.

« C'est quand on frappe au cœur qu'on touche la vérité : Voilà, il a raison. C'est ça la France de Macron, la France qui refuse la haine. Pas parfaite. Non, pas parfaite. Mais tellement mieux que la France de Le Pen », observe Jacques, venu de Nantes. Conquis mais attentif. « Autour de moi, j'ai l'impression que beaucoup pensent que ce soir c'est un aboutissement. C'est le contraire. C'est le début d'un long chemin agité. Peut-être même encore plus agité que les 5 ans qui viennent de s'écouler. Macron n'a pas le droit à l'erreur. Qu'il fasse ce qu'il dise, qu'il soit vraiment le président de tous. J'ai rejeté le Rassemblement national, j'ai voté pour lui ; mais je ne lui ai pas signé un chèque en blanc », grimace le quinquagénaire, déjà presque désillusionné.

Emmanuel Macron est ensuite allé fêter sa victoire à la Lanterne, la résidence d'État réservée aux présidents, qui se trouve à Versailles.

À PARIS, STÉPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr



Emmanuel Macron est arrivé au Champ-de-Mars vers 21 h 30, main dans la main avec son épouse. (Photos AFP)

Le Champ-de-Mars, la revanche de 2017

Il le voulait ce discours au Champ-de-Mars, au pied de la Tour Eiffel, qui pointait haut dans son dos. Et face à l'école militaire... Ces jardins, situés dans le VII^e arrondissement, que lui avait refusés, en 2017, Anne Hidalgo, la maire socialiste de Paris, alors que leurs relations étaient tout sauf cordiales. Et la soirée électorale avait migré sur le parvis du Louvre. Emmanuel Macron avait pu se consoler, en juillet 2021, lors de son discours à la Nation, qu'il avait prononcé au Champ-de-Mars, alors que la Covid reprenait de plus belle. Cinq ans plus tard, Anne Hidalgo a dit oui. Le Champ-de-Mars a été privatisé dès vendredi soir. Et il sera rendu – propre, a exigé la candidate socialiste recalée dès le premier tour – aux Parisiens ce lundi matin. Si la patronne de la capitale avait une fois de plus mis son veto, le sortant réélu aurait replié ses troupes aux Invalides.



Le pied de la Tour Eiffel

RN : la déception bien sûr, mais l'espérance pour les législatives



Les cris « Marine ! », « Marine ! » n'auront résonné que quelques secondes dans le pavillon d'Armenonville, situé dans le bois de Boulogne, où le Rassemblement national avait décidé d'organiser sa soirée électorale. Marine Le Pen n'a pas fait de miracle et à 20 heures, les chaînes de télévision ont annoncé sans grand suspense la victoire d'Emmanuel Macron.

Rencontré lors de la soirée du premier tour à l'autre bout de Paris, Olivier, longue barbe grise attachée par des rubans tricolores, ne souhaite pas réagir. Le cœur n'y est pas. Derrière lui, Dominique, militant dans le X^e arrondissement de Paris, est moins réticent à parler. Mais la déception est tout aussi grande : « Les Français avaient une chance de changement, ils n'ont pas su la saisir. On va continuer à pantoufler avec Macron pendant cinq ans. »

Même la perspective des législatives n'arrive pas à lui redonner le sourire. « Avec les 57 % réalisés ce soir par Emmanuel Macron, le Président aura sa majorité », lâche-t-il.

L'incompréhension

Rencontrée un quart d'heure avant la proclamation des résultats, Michelle, une Guadeloupéenne, est inconsolable après 20 heures. « En 2017, j'avais beaucoup pleuré. Mais là, je croyais vraiment à la victoire de Marine. Surtout après avoir vu les résultats de l'Outre-mer où elle arrive largement en tête. Et puis patatras. C'est une très grosse déception. Je ne comprends pas les résultats. J'avais l'impression que les gens ne voulaient plus d'Emmanuel Macron. »



« Je suis plus déterminée que jamais et ressens dans cette défaite comme une forme d'espérance », a déclaré Marine Le Pen.

manuel Macron. » Se disant « triste » aussi pour sa candidate, « qui s'est battue courageusement ».

Marine Le Pen l'a-t-elle entendue ? En tout cas, elle n'a pas attendu longtemps pour venir s'exprimer devant les quelque 500 militants réunis dans le pavillon du bois de Boulogne.

Dix minutes à peine après la proclamation des résultats, la candidate du RN est accueillie sous les applaudissements. Si d'entrée, elle déclare respecter les résultats des urnes, Marine Le Pen considère aussi les 43 % des votes en sa faveur comme « une éclatante victoire ». Des

paroles qui donnent du baume au cœur de ses sympathisants. Des « bravos » fusent aussitôt.

Prête pour le 3^e tour

Ceux qui croyaient qu'elle serait abattue par cette défaite en sont pour leurs frais. C'est au contraire une Marine Le Pen prête au combat pour le 3^e tour, celui des législatives, qui s'exprime. « Je suis plus déterminée que jamais et ressens dans cette défaite comme une forme d'espérance », proclame-t-elle. Les Français ont manifesté ce soir leur volonté d'avoir un contre-pouvoir fort face à Emmanuel Macron (...) Je pour-

suivrai mon engagement pour la France et les Français (...) Je mènerai la grande bataille des législatives avec tous ceux qui ont la France chevillée au corps (...) Je le redis ce soir : jamais je n'abandonnerai les Français. »

Son auditoire est aux anges ! Alors que des bruits laissent entendre que cette présidentielle pourrait être son dernier combat, la fille de Jean-Marie Le Pen n'en a visiblement pas fini avec la politique. Les applaudissements et les « Marine ! » redoublent d'intensité. « Pour Marine : hip, hip, hip, hourra ! », lance même un militant, regonflé à bloc. Pour un peu, on se croirait dans le camp des vainqueurs...

Un grand groupe parlementaire pour ambition

Députée européenne du RN, France Jamet est un peu dans cet esprit : « Bien sûr, on aurait aimé gagner ce soir. Mais je ne crois pas qu'on ait perdu. » Et la députée de mettre en avant « le très bon score réalisé ». Se disant « fière d'avoir mené ce combat derrière Marine », France Jamet est « très satisfaite de voir qu'elle mènera encore la lutte lors des législatives. Une très bonne nouvelle ». Sans attendre la proclamation officielle des résultats, c'était d'ailleurs déjà la préoccupation de Gilles Lebreton, autre député européen du RN : « L'objectif maintenant pour le RN est de devenir la première force d'opposition. Je souhaite qu'on ait un grand groupe parlementaire avec Marine Le Pen en leader. »

À PARIS, P.-L. PAGES
plpages@varmatin.com

Les réactions

■ **Jean-Luc Mélenchon** : Emmanuel Macron est « le plus mal élu des présidents de la V^e République », a estimé l'Insoumis. Mais la défaite de Marine Le Pen « est une très bonne nouvelle pour l'unité de notre peuple », a-t-il dit, le regard tourné vers le « troisième tour des législatives » : « Un autre monde est encore possible si vous élisez une majorité de députés de la nouvelle Union populaire qui doit s'élargir », a-t-il affirmé.

■ **Valérie Pécresse** : « J'adresse mes félicitations républicaines à Emmanuel Macron. Sa victoire ne doit pas masquer les fractures de notre pays conduisant Marine Le Pen à un score inédit », a tweeté la candidate LR à la présidentielle.

■ **Éric Zemmour** : L'autre candidat d'extrême droite a fait part de sa « déception » après la défaite de Marine Le Pen, à qui il avait apporté son soutien pour le second tour, soulignant que « c'est la huitième fois que la défaite frappe le nom de Le Pen ». Il a appelé à « l'union nationale en vue des législatives » : « Le bloc national doit aussi s'unir et se rassembler. »

■ **Yannick Jadot** : Pour le candidat EELV, « le pire est évité mais le pays est plus divisé que jamais ». Pour lui, le combat n'est pas terminé : « Aux législatives, construisons le meilleur : l'alternative pour le climat, la justice sociale et la démocratie. Tout reste à faire. »

■ **Fabien Roussel** : Pour le candidat communiste, même si le résultat a permis d'« éviter le pire », « une lourde menace pèse sur notre démocratie ». Il a appelé à un « accord global » de la gauche pour les législatives afin d'obtenir une « majorité de gauche à l'Assemblée ».

■ **Anne Hidalgo** : « Notre pays est fracturé, il ne pourra se réunir que dans la justice sociale », a souligné la candidate socialiste. Elle a appelé à reconstruire « une gauche nouvelle, pour mener les combats de demain, à commencer bien sûr par ceux des élections législatives ».



Marine Le Pen applaudie par ses proches lors de l'annonce des résultats, puis dans les bras de sa mère Pierrette.

Législatives : vers un « 3^e tour » décisif en juin ?

Pour espérer une majorité à l'Assemblée, Macron ne doit pas se tromper sur le choix du Premier ministre, la composition du gouvernement, la désignation des députés et leur étiquette.

Comment Emmanuel Macron peut « valider » sa réélection lors des élections législatives des 12 et 19 juin prochains ? Car sans majorité à l'Assemblée nationale, il ne pourra pas gouverner. Et plus elle sera réduite, plus ce sera difficile. Il est déjà loin le temps où, en 2017, LREM faisait carton plein avec 350 sièges – dont 42 pour le MoDem allié – sur 577, la majorité absolue étant à 289.

Un Premier ministre « locomotive »

C'est aujourd'hui une mêlée très emmêlée que le nouveau Président va devoir démêler pour placer un maximum de députés. Autant dire que le parcours sans faute est impossible, ne serait-ce que parce que des députés LREM sortants vont devoir céder leur place à des candidats de partis alliés, qu'ils soient de droite avec « Horizons » et « Agir », de centre-droit avec le Modem ou de gauche avec « Territoires de progrès ». Sans compter des socialistes ou des Républicains, qui pourraient chercher une issue auprès de LREM, après le naufrage de leurs partis.

Tout dépend de l'ouverture qu'Emmanuel Macron sera prêt à faire. La désignation du nouveau Premier ministre – Jean Castex ayant déclaré qu'il allait démissionner – puis de son gouvernement devrait en donner un aperçu. Ce qui interviendra après le mercredi 27 avril, puisque le Conseil constitutionnel doit d'abord, ce jour-là, proclamer élu le nouveau président de la République. Alors, quel Premier ministre ou Première ministre ? « Emmanuel Macron a besoin d'une locomotive pour mener la campagne des législatives. Il y a toujours cette idée de donner une image de modernité. Il essaiera de trouver quelques gadgets pour marquer les esprits : Il peut donner un signal avec une femme. Encore faut-il que ce soit une femme politique, pas une simple technocrate. Il faut quelqu'un qui ait



Après une présidentielle marquée par le vote utile dès le premier tour, les législatives pourraient, elles, donner un paysage politique plus éclaté.

(Photo d'illustration Nicolas Kovarik)

une force d'entraînement électoral et politique », estime Armel Le Divellec, professeur de droit public à l'université Paris II Panthéon-Assas. Selon lui, « Jean Castex remet sa démission pour qu'Emmanuel Macron puisse faire ce qu'il veut dans les semaines qui vont suivre. Mais il aurait dû attendre le second tour de l'élection à l'Assemblée nationale. »

Un gouvernement en sursis

Et pour cause ! Ministres et secrétaires d'État vont devoir s'engager dans un gouvernement en sursis jusqu'aux législatives, sans certitude d'en faire toujours partie après juin. Les hypothèses sont ouvertes. « On sait que le nouveau Premier ministre sera aussi chargé d'une planification écologique. On imagine donc une personnalité, qui a une sensibilité sur la question pour que sa nomination soit un signal », pense Bruno Cautrès, professeur à Sciences Po, chercheur CNRS au Cevipof.

Le gouvernement qui en découlera « sera macroniste », suppose Armel Le Divellec, car il n'y a pas eu de ralliement spectaculaire, mis à part quelques individualités comme Éric Woerth, Christian Estrosi, Renaud Muselier ou quelques socialistes. Aucun n'a amené de parti avec lui. » Et d'ajouter : « La seule chose dont on peut être sûr à 100 %, c'est que le gouvernement changera après les législatives. Dans le débat du second tour de la présidentielle, les candidats disaient : « Je vais faire ci ou ça », sans préciser : « Sous réserve que l'Assemblée nationale l'accepte et qu'il y ait une majorité pour ça. » On est dans une dé-parlementarisation choquante. Macron doit composer avec plusieurs partis politiques. »

La recomposition politique autour d'Emmanuel Macron semble incontournable, d'autant que Jean-Luc Mélenchon espère réunir autour de lui pour rééquilibrer les forces politiques au Parlement. Et que l'extrême droite peut espérer en faire autant. Pour Armel Le Divellec, le président

réélu ne doit pas non plus oublier que « faute de concertation apparaissent des résistances dans la population, des grèves, des "gilets jaunes". Macron sera peut-être obligé, au regard des élections législatives, de donner du lest. »

Double étiquette pour les candidats ?

Quoi qu'il en soit, les soutiens à Emmanuel Macron – en particulier « Horizons », « Agir », et le Modem – devront trouver leur place dans ce gouvernement et, ensuite, à l'Assemblée nationale. « Les négociations ont sans doute commencé sur les législatives. On peut s'attendre à la présentation de candidats avec la double étiquette "Majorité présidentielle - Horizons", "Majorité présidentielle - Agir", etc. Je n'imagine pas du tout qu'Édouard Philippe n'ait pas envie d'avoir des députés MP-Horizons. Il faut voir dans quels départements, quelles circonscriptions, LREM laisse ce double affichage exister », s'interroge Bruno Cautrès. Et voir aussi quelles seront les exigences d'Édouard Philippe, à la tête d'« Horizons », et celles de Franck Riester, président d'« Agir ». Car ceux-ci ont mis de côté, durant la présidentielle, toute rancœur qu'ils pouvaient avoir à l'égard d'Emmanuel Macron, qui avait refusé le mariage de leurs partis. Ils l'ont soutenu malgré tout.

Selon Bruno Cautrès, « la question qui peut se poser après cette victoire d'Emmanuel Macron, c'est : majorité absolue ou majorité relative ? Et encore faut-il s'entendre sur ce que veut dire majorité. Sera-t-elle LREM ou LREM et son allié naturel Modem, ou encore LREM avec Modem, "Agir" et "Horizons" ? Si ce dernier bloc n'obtient pas la majorité, cela veut dire qu'il y a presque une obligation de coalition avec une autre formation, et tout le monde aura les yeux rivés sur les Républicains. »

RÉGINE MEUNIER
rmeunier@nicematin.fr

Les soutiens récompensés dans le Sud

Renaud Muselier, le président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, ne doute pas que les candidats qu'il va soutenir pour les législatives, ainsi que ceux désignés par Christian Estrosi, maire de Nice, ou Hubert Falco, maire de Toulon, « auront une bienveillante attention de la part d'Emmanuel Macron. » Parce que tous trois se sont ralliés à lui. « Il y aura donc dans les départements de la Région, des ex-LR, des LR, des LREM, des Horizons, un peu de tout. Dans les Bouches-du-Rhône, il y aura des LREM qui m'ont soutenu dans la campagne des régionales face au RN et qui pèsent quelque chose sur le plan politique. Dans le Var, Yannick Chenevard, vrai LR, premier adjoint au maire de Toulon, désigné candidat dans la 1^{re} circonscription mais retoqué par LR national, parce que trop proche de Falco-Muselier, partira sous l'étiquette "Majorité présidentielle". Et vous allez avoir ça dans toute la région. » Il rappelle dans la foulée que Marine Brenier, députée sortante LR de la 5^e circonscription dans les Alpes-Maritimes aura le soutien de l'ex-LR, Christian Estrosi, parti chez « Horizons ». Le député LR Éric Ciotti avait refusé de lui donner l'investiture. Dans le Sud, le micmac des législatives promet des surprises. R. M.

Les réactions internationales

■ Charles Michel, président du Conseil européen :

« En cette période tourmentée, nous avons besoin d'une Europe solide et d'une France totalement engagée pour une UE plus souveraine et plus stratégique. Nous pouvons compter sur la France cinq ans de plus. »

■ Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne :

« Toutes mes félicitations [...]. Je me réjouis de pouvoir continuer notre excellente coopération. »

Ensemble, nous ferons avancer la France et l'Europe. »

■ Olaf Scholz, chancelier allemand :

« Félicitation, Emmanuel Macron. Vos électeurs ont envoyé aujourd'hui un signal fort en faveur de l'Europe. Je me réjouis que nous poursuivions notre bonne collaboration ! »

■ Boris Johnson, Premier ministre britannique :

« La France est l'un de nos alliés les plus proches et les plus importants. Je suis

heureux de continuer à travailler ensemble sur les sujets clés pour nos deux pays et pour le monde. »

■ Mario Draghi, Premier ministre italien :

« La victoire d'Emmanuel Macron est une magnifique nouvelle pour toute l'Europe. »

■ Pedro Sanchez, Premier ministre espagnol :

« Les citoyens ont choisi une France engagée pour une Union européenne libre, forte et juste. La démocratie gagne. L'Europe gagne. »

■ Justin Trudeau, Premier ministre canadien :

« J'ai hâte de poursuivre notre travail ensemble sur les enjeux importants pour les Canadiens et les Français – de la défense de la démocratie à la lutte contre les changements climatiques, et la croissance économique pour la classe moyenne. »

■ Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne :

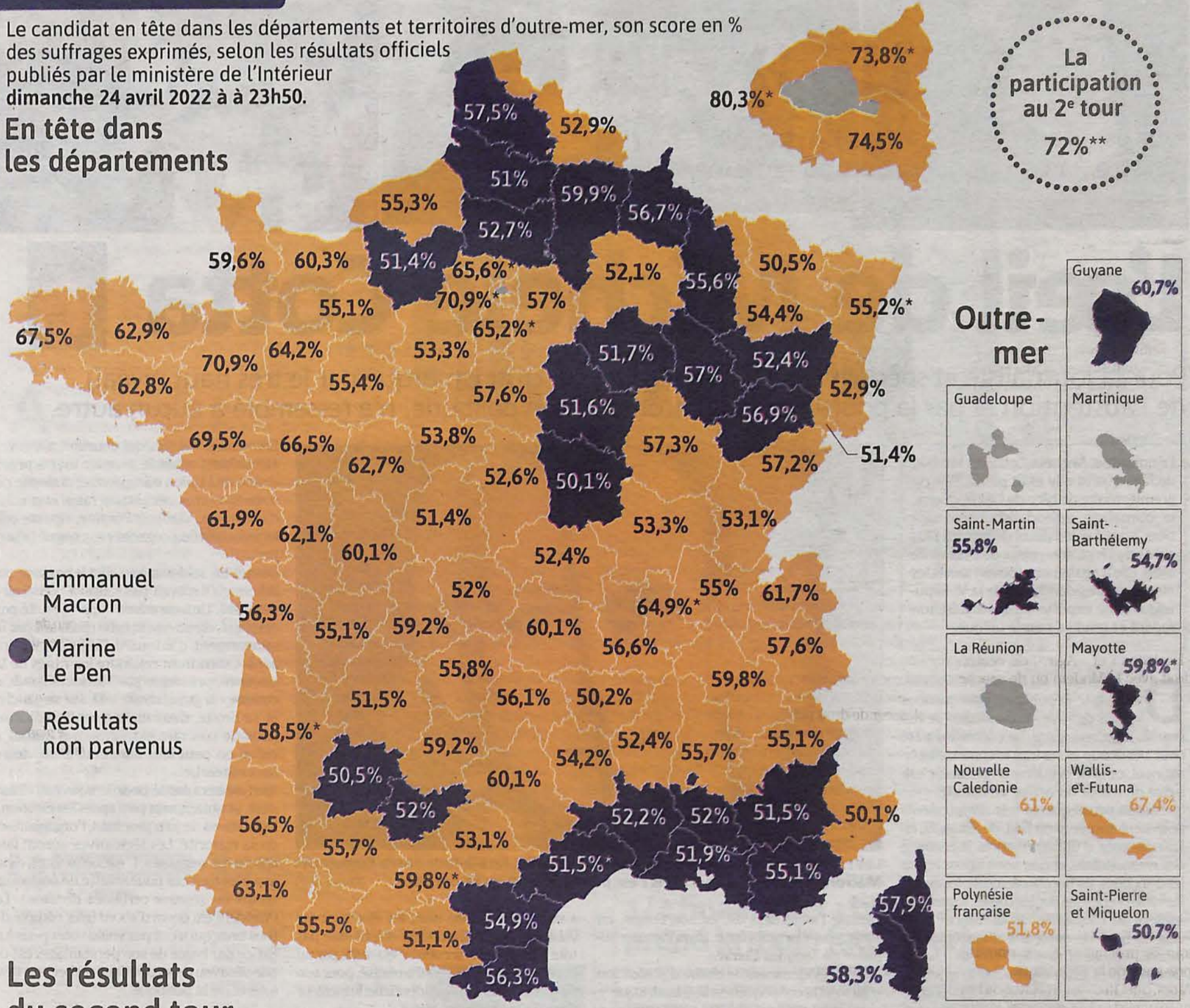
« Un leadership fort est essentiel en ces temps incertains, et votre dévouement inlassable sera indispensable pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés en Europe. »

Élection PRÉSIDENTIELLE

LE VOTE AU SECOND TOUR

Le candidat en tête dans les départements et territoires d'outre-mer, son score en % des suffrages exprimés, selon les résultats officiels publiés par le ministère de l'Intérieur dimanche 24 avril 2022 à 23h50.

En tête dans les départements



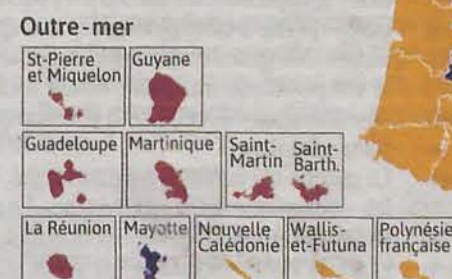
Les résultats du second tour

Rappel des résultats du premier tour

En tête dans les départements au premier tour



- Emmanuel Macron
- Marine Le Pen
- Jean-Luc Mélenchon



*résultats partiels. **estimations Elabe à 21h40. Source: ministère de l'Intérieur.



L'œil de Michèle Cotta



Pour la journaliste et spécialiste politique niçoise, ce scrutin, marqué par le très haut niveau de l'abstention et par la poursuite de la recomposition politique, n'a ressemblé à aucun autre.

La politique, Michèle Cotta est tombée dedans quand elle était petite. Fille du premier maire de Nice de l'après-guerre, la journaliste, éditorialiste pour notre titre, a animé les deux débats les plus suivis de l'histoire – ceux de 1981 et de 1988. Elle a également couvert toutes les élections présidentielles de la V^e République. Une expérience qui aiguise son regard et rend sa parole unique.

De toutes les campagnes présidentielles de la V^e République, celle que nous venons de vivre – la douzième – ne ressemble à aucune autre. Le contexte y a été pour beaucoup et surtout le contexte international, celui de la guerre en Ukraine, c'est-à-dire du retour du drame en Europe. Qui aurait pensé que de tels affrontements pouvaient encore avoir lieu, de nos jours, en Europe, près d'un siècle après la Seconde Guerre mondiale, et que nous allions revoir les tranchées, les bombardements, les morts, les vivants éperdus sur les routes, à quelques milliers de kilomètres de la France ? Tout cela au bout de deux ans d'une épidémie mondiale, qui a effrayé les Français, changé profondément leur vie personnelle et professionnelle avec des rythmes de travail différents, des confinements plus ou moins sévères, qui les a aussi opposés, gravement, sur les thérapeutiques à suivre... ou à ne pas suivre. Sans oublier une crise sociale, sans doute la plus grave depuis des années, celle des « gilets jaunes », qui est allée jusqu'à faire trembler, un temps, le pouvoir.

Un sentiment d'abandon et d'impuissance

Mais quoi qu'il en soit, et quoi qu'on en dise, les institutions ont la vie dure, et la campagne électorale a bien eu lieu, même si l'on pouvait penser que les esprits étaient ailleurs. En effet, beaucoup l'étaient, le sont encore, comme viennent de le démontrer les chiffres de l'abstention en France, mais pour des raisons encore différentes. Il est vrai que les fractures entre les Français, le sentiment d'abandon des uns, d'impuissance des autres, la sorte de violence qui a marqué dans la rue, pendant les manifestations sociales, les rapports entre gouvernés et gouvernants, la revendication permanente d'un meilleur niveau de vie, jointe à la crainte de déclassement de certaines couches de la société : tout cela explique la distance, qui a marqué la période électorale que nous venons de vivre, nouvelle, entre la France d'en haut et la France d'en bas –



Les Français ne voulaient plus, disaient-ils, d'un face-à-face entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Mais c'est pourtant ainsi qu'ils ont voté. (Photo AFP)

comme l'avait déjà dit, en son temps, en 1988, Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre de Jacques Chirac. De cela, évidemment, le chiffre d'abstention d'hier est la conséquence. Et il faudra que le nouveau Président – le seul réélu après son premier mandat, contrairement à Nicolas Sarkozy et François Hollande – prenne en compte ces désillusions, ces regrets, et même ces oppositions, pour tenter de recoudre le tissu social français.

La division des partis traditionnels

Même si elle s'est terminée de la même façon qu'en 2017, par un face-à-face entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen – duel final dont, disaient-ils, les Français ne voulaient plus, mais pour lequel ils ont eux-mêmes voté –, cette campagne n'a ressemblé à aucune autre. Et elle débouche sur un paysage politique totalement différent. Elle est différente de toutes les précédentes parce qu'elle a vu exploser, les unes après les autres, les grandes forces composantes de la vie politique française. Avant tout, cette élection aura été celle de la division des partis traditionnels. La gauche n'a jamais trouvé son unité : elle n'a fait étalage que de ses différences. La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon a cloué sur place le Parti socialiste, les Verts – qui ont trouvé le moyen de se diviser eux-mêmes – et le Parti communiste, au point que le patron de La France insoumise, en fin de campagne,

a vu refluer sur son nom les électeurs qui voulaient que la gauche ne disparaisse pas tout à fait après le scrutin : c'est ainsi, par un vote baptisé « utile », qu'il a réalisé, pour son troisième essai à la présidentielle, le meilleur score qu'il ait jamais atteint. La droite républicaine aussi s'est affaiblie, avec le score obtenu par sa candidate Valérie Pécresse, mais c'est qu'elle était déjà, depuis le départ de la campagne, dans une équation difficile, coincée entre la droite radicale de Marine Le Pen, et les appels du pied de la majorité macroniste. Quant à Marine Le Pen, elle a eu droit, elle aussi, à sa part de divisions : lorsqu'Éric Zemmour s'est lancé dans la bataille électorale, contre l'immigration et le prétendu « Grand Remplacement » français, le polémiste n'a pas pris de gants avec elle, et lui fait, le plus clairement du monde, un procès en inefficacité. Au passage, il a accueilli de nombreux transfuges du Rassemblement national, qui pensaient tourner la page d'une icône, et trouver un autre sauveur, aidé de surcroît par Marion Maréchal. Marine Le Pen, qui a du caractère, a résisté. Au point même de surprendre ses fidèles, qu'elle reconfortait, un comble, lorsqu'ils redoutaient une victoire d'Éric Zemmour au sein de leurs propres partisans.

L'épée de Damoclès des législatives

En remportant un succès que personne n'aurait jugé envisageable il y a deux ans,

Emmanuel Macron, qui pourtant n'a guère été présent avant le premier tour – présidence de l'Union européenne, dialogue de sourds, certes nécessaire mais non suivi d'effet, avec Vladimir Poutine, riposte collective difficile à organiser –, a gagné la partie.

Devant lui, se dessine en effet le paysage politique qu'il n'avait pas réussi à construire dès 2017. Un « en même temps » étoffé par ceux qui, directement ou en passant par le mouvement d'Édouard Philippe, « Horizons », viendront rejoindre les rangs de la majorité, présentée par Macron lui-même comme « le grand centre ». Et, sur sa gauche et sa droite, deux mouvements radicaux, pour ne pas dire extrêmes, qui auront à cœur, on peut leur faire confiance, de se faire entendre.

Rien ne sera facile pour le nouveau Président, et notamment pas, après les élections législatives de juin prochain, l'organisation de sa majorité. Les législatives auront lieu dans sept semaines. C'est beaucoup, c'est assez en tout cas pour abattre de nouveaux atouts ou réparer certaines divisions. Le Président élu devra d'abord tenir compte de tous ceux qui n'ont pas voulu voter pour lui. Est-ce par haine de son personnage, est-ce par désaveu de sa politique, est-ce par désintérêt de la politique ?

Vers une coalition ?

Il devra aussi organiser le « grand centre » avec ceux et celles qui en font partie depuis l'origine, Modem et LREM, et ceux qui voudront y rentrer. Sera-t-il contraint de faire une coalition à l'allemande, entre tous ceux qui se réclament de lui ? Et, dans ce cas sur quel programme, le sien, ou le sien amodié après négociations avec les nouveaux venus ?

Et puis, dernière interrogation, sans doute la plus difficile pour lui. En 2017, Emmanuel Macron avait battu facilement Marine Le Pen (66 % contre 34 %). Hier, le chiffre obtenu par la présidente du Rassemblement national a été beaucoup plus élevé. Il peut s'attendre à ce que la droite radicale soit encore plus remuante au cours du second quinquennat qu'elle l'a été au premier. Et puis, La France insoumise, qui a connu un succès au premier tour de l'élection, fera du bruit elle aussi, même si Jean-Luc Mélenchon, qui n'y croit pas lui-même, entend être, dès le mois de juin, un Premier ministre de cohabitation. Le regroupement du centre, Macron l'a toujours recherché. Mais savait-il qu'il susciterait ainsi sur sa droite et sur sa gauche un nouvel extrémisme ?

Marine Le Pen pulvérise le Président dans le Var

KO debout. Contrairement à 2017, la candidate du Rassemblement national se place en tête dans le département, creusant l'écart avec un Emmanuel Macron sonné, loin derrière.

La météo mitigée d'hier n'a pas découragé les électeurs varois de se rendre aux urnes. En ce dernier dimanche de vacances pour notre académie, le temps a été relativement clément côté mobilisation dans les isoloirs.

Mobilisation... et vote blanc

Avec un point et demi de plus que la tendance nationale (72,2 %), le taux de participation reste stable dans le Var, avec 73,91 % de votants, soit un petit point de moins qu'en 2017 (74,58 %). En revanche, le vote blanc, que beaucoup disaient vouloir utiliser, considérant comme un non-choix ce 2nd tour, ne représente finalement que 4,06 % des suffrages. Ces « votes fantômes », qui étaient de 5,52 % en 2012 avaient bondi en 2017, avec 11,50 % des voix.

Le Pen explose les compteurs

And the winner is... La candidate du Rassemblement national se place en *pole position* dans le Var. Elle obtient même des scores records dans certaines communes rurales (72,73 % à Artigues, 70,63 % à Montferrat). En recueillant au total 55,10 % des suffrages, elle devance de plus de 10 points son adversaire et *performs* de 6 points par rapport à 2017. Elle garde le *leadership* dans ses fiefs, dont Fréjus, où elle culmine à 56,72 %. Que ce soit dans les terres ou sur le littoral, dans les petites mais aussi les grandes villes, et c'est assez nouveau – comme à St-Raphaël (50,2 %), La Seyne (52,03 %), Draguignan (55,71 %) – elle parvient cette fois à briser le fameux plafond de verre.

Emmanuel Macron, le flop

La désillusion, voire, disons-le clairement, une claque pour le Président réélu, qui s'effondre dans le Var. Certes, il y avait déjà péniblement atteint les 50,85 % en 2017. Mais la chute est édifiante. La « capitale » Toulon, l'une des rares communes à résister à la percée de Marine Le Pen, lui octroie 50,43 % des suffrages, mais avec cinq points de moins qu'il y a 5 ans (55,96 %), tout comme à Hyères (50,83 % pour ce scrutin, 56,33 % en 2017).

Un 3^e tour à moult inconnues

Le Var est probablement l'un des départements qui sera scruté par les observateurs concernant... les investitures pour les législatives. Avec un paysage totalement recomposé, où certains « ennemis » d'hier jouent désormais dans la même équipe, la tâche s'annonce ardue. Entre les proches du parti d'Édouard Philippe, « Horizons », le Modem, les soutiens macronistes de la première heure et, qui sait, des candidatures d'opportunité, il risque d'y avoir une sacrée cohue pour porter les couleurs du Président à l'Assemblée. Quant au scrutin en lui-même, avec LR qui va tenter de reprendre les commandes de certaines circonscriptions, et des Insoumis et des zemouristes arrivés au coude-à-coude au premier tour dans le Var (respectivement 14,91 % et 13,25 %) qui souhaiteront sans nul doute peser sur cette élection, un sacré champs des possibles s'ouvre pour ce troisième tour.

STÉPHANIE MAYOL
smayol@nicematin.fr



Macron d'un souffle dans les Alpes-Maritimes

C'est la *photo finish* qui a départagé hier soir les deux finalistes du second tour dans les Alpes-Maritimes. Le Président sortant (50,13 %) devance sur le fil Marine Le Pen (49,87 %). Il est en net retrait par rapport à 2017, où la candidate du Rassemblement national avait près de 11 points de retard. Emmanuel Macron arrive en tête dans les principales villes : Nice, Cannes, Antibes, Grasse... mais laisse des plumes par rapport à 2017. À Nice, chez son principal soutien azuréen, Christian Estrosi, il obtient 55,4 % des voix, en baisse

de près de cinq points par rapport à 2017. À Cannes, Antibes et Grasse, trois communes gérées par des maires LR, il réalise respectivement 52,6 %, 54 % et 51 %, là aussi en dessous de ses scores d'il y a 5 ans.

Le haut et le moyen pays votent Le Pen

La tendance du 1^{er} tour se confirme. Il y a quinze jours, la candidate du Rassemblement national avait viré en tête dans les trois quarts des 163 communes des Alpes-

Maritimes, essentiellement des villages et des petites villes du haut et moyen pays. Elle domine le Président sortant au second tour dans un nombre équivalent de communes. Elle réalise ses meilleurs scores à Amirat dans le haut pays grassois (plus de 77 %) et dans la vallée des Paillons (74 % à L'Escarène, 72 % à Berre-les-Alpes et à Blausasc). Sur le littoral, elle confirme sa percée du premier tour à Menton avec près de 57 % des voix, quelque 6 points de plus qu'au second tour de 2017.

Le RN en tête en Paca, pari perdu pour Muselier



Le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal reçu à Brignoles par Hubert Falco, Christian Estrosi et Renaud Muselier au lendemain du 1^{er} tour. (Photo L. B.)

C'est une victoire en demi-teinte pour Renaud Muselier et consorts. La réélection du Président sortant ne fera pas oublier que dans notre région, Marine Le Pen arrive en tête du 2nd tour avec près de 51,99 % des voix (1). Pari perdu pour le président de la Région Sud Paca qui avait, dans le sillage d'Hubert Falco et de Christian Estrosi, appelé à voter pour Emmanuel Macron, claquant au passage la porte du parti LR.

Les consignes de vote des ténors politiques locaux n'ont donc pas suffi à faire barrage au Rassemblement national dans une région qui avait encore donné sa confiance à 55,47 % au candidat « En marche ! » il y a cinq ans. Preuve que l'extrême droite prospère

plus que jamais dans le sud-est de la France. Sur les six départements de la région Paca, seules les Hautes-Alpes (55,06 %) et les Alpes-Maritimes (50,13 %) ont conforté le président sortant lors du second tour (2). Renaud Muselier n'a toutefois pas manqué de saluer le succès d'Emmanuel Macron. « Il s'agit de la victoire de toutes les forces républicaines qui ont choisi de refuser le projet de l'extrême droite pour notre pays », a-t-il commenté. Avant de rappeler qu'en région Sud Paca, « nous avons eu cet instinct du rassemblement des républicains et des démocrates, dès le premier tour des élections régionales de 2021. Ce qui avait permis d'éviter le désastre de l'extrême droite au pouvoir aux régio-

nales s'est reproduit à l'élection présidentielle. »

Cette vague Marine Le Pen qui a déferlé hier dans la région aura-t-elle autant de vigueur lors des élections législatives ? Le « combat » a en tout cas déjà commencé pour Renaud Muselier, qui appelle au « rassemblement des Français ». « Ce rassemblement, poursuit-il, doit se faire dans la perspective d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, au-delà des impératifs et des intérêts partisans. »

GUILLAUME AUBERTIN

1. Résultats partiels communiqués hier soir vers 0 h 15.
2. Marine Le Pen en tête dans les Alpes-de-Haute-Provence (51,45 %) et dans le Vaucluse (52 %). À l'heure où nous bouclions, elle était aussi en avance dans les Bouches-du-Rhône (51,9 %).

Soutiens de Macron à Toulon : deux salles, deux ambiances

Dans l'aire toulonnaise, les sourires s'affichent chez les premiers marcheurs, comme chez les convertis. Une satisfaction commune qui laisse cependant déjà place à des divisions.

Dimanche soir, Olivier Lutersztejn, référent LREM dans le Var, avait invité dans un bar de La Valette « tous ceux qui ont fait campagne pour Emmanuel Macron. »

À 20 heures, c'est donc un cri de joie évidemment qui salue la victoire... Même si le suspens était un peu évanoui et que les premiers retours sur les scores locaux laissent rapidement un goût amer aux militants. « C'est un ouf de soulagement », confie Cécile Muschotti, députée LREM, qui analyse qu'Emmanuel Macron « est élu grâce aux électeurs de gauche » et espère que « Marine Le Pen ne sera pas en tête à Toulon et dans le Var, comme au premier tour, parce que ça devient usant. »

Union nationale et parias locaux

Ça, c'est pour la vision nationale de l'affaire. Sur le terrain, cette petite réunion valettoise permet aussi de faire le distinguo localement entre les fidèles de la première heure... et les « réfugiés politiques ».

En particulier ceux qui, pour échapper au naufrage des Républicains, ont saisi la bouée de sauvetage tendue par l'Élysée. Sans tourner autour du pot,



LREM avait réuni « ceux qui ont fait la campagne » à La Valette, en particulier la députée Cécile Muschotti et Olivier Lutersztejn, référent départemental LREM (Photo Luc Boutria)

depuis le bar de La Valette, on pense clairement à Hubert Falco qui a consacré des années à critiquer l'action présidentielle et à discrediter sans retenue ses représentants locaux avant de changer – partiellement – de position. « On s'est présentés aux municipales avec l'étiquette LREM et depuis on est des parias », soupire Olivier Lutersztejn.

La stratégie du coucou

Sur les photos d'hier, ici comme à la mairie de Toulon, tout le monde sourit donc... mais ça n'efface ni

les cicatrices, ni la défiance.

Pas question donc de laisser l'hôtel de ville toulonnais revendiquer une quelconque victoire après avoir changé de maillot en cours de match. Pas question non plus de laisser les nouveaux venus dans la majorité présidentielle jouer les coucous, en squattant un nid qui a été si compliqué à défendre depuis 2017. L'extrême-droite n'a pas le monopole de la peur du grand remplacement et Olivier Lutersztejn avoue sans ambiguïté avoir du mal à rentrer en relation avec le ca-

binet Falco, très en cour à Paris. En clair, le canal historique s'agace de voir le maire de Toulon – dont l'inimitié avec Cécile Muschotti, candidate à un nouveau mandat, est de notoriété publique – vouloir faire le casting du camp macroniste pour les législatives.

Trop content d'afficher le trombinoscope des barons sudistes ayant fait allégeance, les instances nationales tarderaient selon les Varois à s'offusquer quand Hubert Falco s'affiche ravi de murmurer à l'oreille du président... Mais refuse de discuter avec ses premiers relais sur leur territoire.

Gilets jaunes et vestes électorales

Une situation mal vécue bien sûr par les intéressés qui, avec l'étiquette En marche, viennent de passer 5 ans d'une difficile fidélité entre les gilets jaunes... et les vestes électorales. Tant aux municipales qu'aux régionales ou aux départementales, l'appartenance à la majorité a été un repoussoir. Alors qu'elle pourrait demain, comme lors des législatives 2017, devenir un avantage, ils ont peur qu'elle leur soit à nouveau disputée.

P.-H. C.

Falco : offrir une majorité solide au Président

« Ne regardez pas les scores de Macron à Toulon en faisant la moue, prévient Hubert Falco. Ils sont en fait tout à fait exceptionnels. » La plus grande ville du Var reste en effet acquise au président sortant avec 50,43 % des voix. Pour rappel, en 2017, Emmanuel Macron en avait obtenu près de 56 %. « Comme nationalement, Marine Le Pen gagne des voix chez nous aussi. C'est pour ça que de voir Emmanuel Macron gagner, c'est un véritable soulagement. »

Rapidement, le maire de Toulon revient aux enjeux locaux : « Vous savez, j'avais ma chaise à Paris, sur le Champ-de-Mars, mais j'ai choisi de rester à Toulon. J'ai toujours privilégié Toulon. »

Plus qu'un destin national – « pour l'instant, on ne m'a rien proposé » – l'ex-Les Républicains regarde vers les législatives. « Nous avons deux circonscriptions à gagner dans la ville. Dans la première, je soutiens Yannick Chenevard. Dans la deuxième, la candidature de mon ami Ange Musso, maire du Revest. »

A. R.



C'est un soulagement « sans triomphalisme » qu'a exprimé Hubert Falco devant ses fidèles, hier soir.

(Photo Valérie Le Parc)

Dans notre studio

Débats, analyses et humeur des réseaux



(Photo François Vignola)

Comme lors du 1^{er} tour, le studio vidéo du groupe Nice-Matin a accueilli hier soir de nombreux invités politiques du Var et des Alpes-Maritimes, venus débattre du résultat de ce scrutin, mais aussi se projeter sur les forces en présence en vue des élections législatives à venir. Des débats courtois mais animés, ponctués par les décryptages de Christine Pina, professeure de science politique à l'Université Côte d'Azur et par l'« humeur » des réseaux sociaux rapportée par notre journaliste, Roxanne d'Arco.

Les réactions dans le Var

Jean-Pierre Giran, LR : Quand l'abstention sous toutes ses formes est aussi forte et les partis extrêmes aussi puissants, la démocratie est malade. La destruction systématique des courants républicains au profit d'un grand ensemble sans doctrine et voué au service d'un seul homme dessert la démocratie. Elle fait monter les extrêmes et interdit un choix simple, clair et sans risque entre deux sensibilités républicaines. Des initiatives doivent être prises pour stopper cette dérive et rendre aux Français le goût du vote et d'un véritable débat.

Jean-Louis Masson, LR : La victoire d'Emmanuel Macron est nette mais avec 8 points de moins qu'en 2017... je constate que le vote de barrage est moins opérant mais il fonctionne toujours. L'abstention, les votes nuls et blancs cumulés,

très importants, prouvent que ce second tour ne correspond pas à une offre politique attendue par les électeurs. Le clivage gauche/droite a cédé la place à un autre, plus brutal peut-être, entre un centre nébuleux et des extrêmes qui rassemblent des compatriotes en souffrance. Je crois que ce résultat démontre que la France est plus morcelée que jamais.

David Rachline, RN : Maintenant, c'est le combat législatif qui s'ouvre. Contre toutes les pires réformes qu'Emmanuel Macron souhaite mettre en œuvre, il va falloir une opposition forte à l'Assemblée Nationale. Monsieur Mélenchon étant complètement discrédité après avoir appelé à demi-mot à voter pour Emmanuel Macron, c'est Marine Le Pen qui peut incarner cette opposition résolue. Elle ne compte évidemment pas abandonner les

Français et va mener tambour battant la campagne des législatives.

François de Canson : Je salue le choix des Français et des Français qui, dans un contexte international préoccupant et face au risque de voir triompher les extrêmes, ont élu un véritable homme d'État qui saura les défendre et les protéger. Désormais, il faut bâtir une majorité solide, une recomposition vaste autour d'Emmanuel Macron. **Sereine Mauborgne, député LREM :** Merci aux Français qui nous ont fait confiance. Ce résultat nous oblige. Le problème n'est pas en PACA de rassembler la gauche mais de lutter contre le RN. Le parlementarisme ne s'use que quand on ne s'en sert pas. Certains doivent être là pour voter. Le président doit rassembler largement. Pourquoi ne pas maintenir Jean Castex jusqu'aux législatives ?

Le scrutin passé au crible dans les villes du Var

À Fréjus, les marinistes déçus rêvent d'une revanche aux législatives

«C'est dur à encaisser, on savait que ça serait compliqué mais on ne pensait pas que Macron ferait 58%. Je me demande où étaient les Français pendant cinq ans» se déssole Kevin, électeur de Marine Le Pen, présent au QG du Rassemblement national à Fréjus, au moment où le résultat national de l'élection présidentielle s'affiche sur le grand écran. «Peut-être que les législatives peuvent nous sauver. Une grosse campagne électorale s'annonce» ajoute-t-il.

Autour, la déception est générale. «Elle a fait une très bonne campagne, s'est battue, en face il y avait un tricheur. Les Français ont été volés, spoliés. Je pense aux mutilés, aux gilets jaunes. On a été enfermés, maltraités pendant la crise sanitaire. Je n'en dirai pas plus pour rester calme» ajoute Bernadette. Alors qu'Eric Dupont-Moretti, le garde des Sceaux prend la parole à la télévision, une dame crie face au poste «Oh toi, le véreux»... Kevin veut garder espoir

pour la prochaine échéance électorale : avec 56,72% des voix, sa candidate a amélioré son score de six points par rapport à 2017 à Fréjus. A Saint-Raphaël aussi, avec 50,19% des suffrages, Marine Le Pen bat même le chef de l'Etat. A l'hôtel de ville de Fréjus, où il est venu assister à la proclamation des résultats, le député de la circonscription Philippe Michel-Kleisbauer (MoDem) a la victoire modeste. «Je suis d'abord heureux du taux de participation général et dans

le Var. Dans les bureaux de vote, des bénévoles et des agents ont fait vivre la démocratie, quand beaucoup de gens nous ont accusés de les faire vivre sous une dictature». Il assure «ne pas comprendre le vote à Fréjus, ville tranquille au bord de mer». Il dit vouloir «prendre en compte ce qu'il s'est passé entre les deux tours», et rappelle que «le président est élu parce que des gens, qui n'ont pas voté pour lui au premier tour, l'on fait aujourd'hui. Il ne faut pas l'oublier». **V. G.**



(Photo Philippe Amasson)

Le RN moins fort dans les villages « insoumis »

Bénéficiant d'un bon report de voix, Emmanuel Macron a plus que doublé son stock de suffrages par rapport au premier tour dans les petits villages (Trigance, Bauduen ou Châteaudouble) où Jean-Luc Mélenchon avait viré en tête il y a quinze jours. Toutefois si le « front républicain » a plutôt bien fonctionné à Trigance et Bauduen, cela n'a pas été le cas à Châteaudouble. Dans cette commune, douze voix séparaient au premier tour les deux candidats. Au final, le RN a augmenté son réservoir avec l'électorat de Zemmour et Dupont-Aignan et en allant même au-delà. Dans le Haut Var, le scénario est bien différent. Trigance enregistre une légère baisse de participation pour ce second tour (141 votants contre 164 le 10 avril). « Il y a eu deux formes de vote : un report sur le candidat Macron et des blancs nuls (36) alors qu'il n'y en avait pas au premier tour », indique le maire Stéphane Laval. Ainsi Macron arrive assez largement en tête 58 %. Reste un point commun à ces villages, le nombre de blancs nuls dont le volume est plutôt élevé (36 pour Trigance et Châteaudouble). **E. E.**

Dans l'aire toulonnaise, seules quatre communes résistent à la poussée de Marine Le Pen

En 2017, Emmanuel Macron avait réalisé un quasi-grand chelem, arrivant en tête dans onze des douze communes de Toulon-Provence-Méditerranée. Seule La Crau s'était alors distinguée en privilégiant Marine Le Pen. Cinq ans plus tard, la poussée sensible du RN au niveau national, s'est également ressentie dans l'aire toulonnaise, où le président sortant s'impose dans quatre communes seulement. Les trois où Emmanuel Macron était déjà en pôle position il y a quinze jours, au soir du premier tour, (Hyères, Le Pradet et Carqueiranne) mais aussi à Toulon. Dans la ville-préfecture un peu plus

de 500 voix séparent les deux candidats, le sortant s'adjuge 50,43 %. Satisfaction pour le maire Hubert Falco qui se garde néanmoins de tout triomphalisme, l'esprit tourné déjà vers les prochaines échéances (lire par ailleurs). Il faut dire qu'en juin prochain lors des législatives, le Rassemblement national pourra nourrir de légitimes ambitions, au vu des résultats enregistrés lors de la présidentielle.

Jusqu'à 58 % à La Crau
Dans plusieurs communes, le RN caracole en tête avec plus de 55 % des voix. C'est le cas à La Valette

(55,91 %), Six-Fours (55,72 %), Le Revest (56,91 %) et à La Crau où Marine Le Pen passe de peu la barre des 58 %. À La Seyne, où l'extrême-droite obtient des scores très importants dans certains quartiers comme le centre-ville. « Cela se traduit par une souffrance de la part de gens modestes, commentait hier soir, la maire Nathalie Bicaïs. Il faut renouer avec ces populations et chercher des solutions pour leur permettre de vivre mieux ». Seules exceptions à cette vague bleu marine dans l'Ouest-Var, Bandol et La Cadière d'Azur qui placent le président sortant en tête. **C. G.**

Le golfe de Saint-Tropez bascule dans le camp de l'extrême droite

Suivant la tendance du premier tour, où les partis d'extrême droite ont cumulé 48,82 % des voix, et alors qu'Eric Zemmour a réalisé ses deux meilleurs scores nationaux à Saint-Tropez (22,42 %) et Grimaud (21,40 %), le golfe bascule dans le camp du RN au second tour avec 53,35 % des voix. Sept communes sur douze ont placé Marine Le Pen en tête. Parmi ces sept villes, figurent les trois plus importantes : Sainte-Maxime (54,12 %), Cogolin (58,33 %) et Cavalaire (54,99 %). C'était déjà le cas en 2017, même si, malgré un score élevé (48,58 %), Marine Le Pen n'avait conquis que cinq communes dans le Golfe et Macron était arrivé en tête (51,42 %). À S'-Tropez, où le vote Zemmour a frôlé les records nationaux au premier tour, le report des voix de Reconquête en faveur de Marine Le Pen a-t-il eu lieu ? Pas sûr... où peut-être pas suffisamment, car la

candidate du RN (48,34 %) est derrière le président sortant (51,66 %). Elle n'a pas fait le plein des voix de l'extrême droite, puisqu'elle totalise 1 353 voix ce 24 avril (sur 1 422 obtenues au 1^{er} tour par le RN, Reconquête et DLF). À l'inverse, à Grimaud, le report des voix d'extrême droite (1 396) a clairement bénéficié à la candidate du RN (53,73 %, 1 427 voix). Enfin à Cogolin, bastion d'extrême droite, Marine Le Pen réalise sans surprise l'un des meilleurs scores du Golfe (58,33 %) avec ses voisins de La Mole (58,68 %). Un écart qui s'est accru par rapport à 2017 (200 voix d'écart il y a cinq ans et 864 en 2022).

Dans ce contexte, les prochaines élections législatives risquent d'être bien compliquées pour le ou la candidat(e) qui portera les couleurs du président de la République sortant. **C. G.**

Dans les terres varoises, le vote RN impressionne

55,71 % à Draguignan, 58,72 % à Brignoles, des dizaines de scores dépassant les 60, 65 voire même 70 %, comme dans le petit village d'Artigues... D'est en ouest, les terres du Var font figure de terrains très favorables pour le Rassemblement national. Seule une poignée de villages ont placé le président sortant en tête de leurs suffrages... L'écrasante majorité est emportée par la vague bleue marine. Cette démonstration de force dans les urnes, qui va en s'amplifiant et ne date pas d'hier, devrait donner des idées au parti de Marine Le Pen. D'un point de vue arithmétique, il semble en position de favori dans les sixième et huitième circonscriptions. Pour autant le vote mariniste « présidentiel » peine souvent à trouver (en dehors par exemple de la commune du Luc en

2014 ou du canton de Garéoult en 2015) sa traduction dans les autres scrutins majoritaires, en particulier les législatives lors desquels le mode de scrutin lui est défavorable... Mais jusqu'à quand ?

« Cette élection nationale est réellement déconnectée des scrutins locaux, où les élus proches de la population et travailleurs ont encore la confiance des électeurs... » estimait ainsi, dimanche soir, Didier Brémond, le maire de Brignoles. « Ceci dit, la poussée du RN est indéniable, il ne faut pas mépriser cet électorat, au contraire il faut l'écouter et prendre en compte le mal-être, le malaise ainsi exprimé ».

Fort de ses scores de ce dimanche, le RN doit désormais tenter de soigner son casting, pour tenter de ravir en juin des fauteuils pour le palais Bourbon. **P. Z.**